

Vers une nouvelle géostratégie des alliances internationales

Christian Schmidt

27 février 2019

Après avoir exposé une typologie des alliances, on présentera le phénomène du déclin des alliances multilatérales, puis celui de la multiplication actuelle des alliances entre deux ou un nombre réduit de pays. Dans la conclusion on abordera les causes et les conséquences de cette nouvelle géopolitique, en termes de risques et d'opportunités.

Typologie des alliances

On se réfère ici à la théorie des jeux qui propose un cadre de réflexion utile pour comprendre les types d'alliances.

Si les joueurs (les pays) souhaitent coopérer, ils vont chercher à créer des alliances multilatérales c'est à dire des associations dont le but est la maximisation de l'avantage collectif. Mais ce type d'association pose deux problèmes, celui du partage du gain entre les protagonistes et celui du partage des coûts, chaque partenaire devant apporter une contribution pour que l'association soit efficace. L'OTAN est un exemple de coopération dans laquelle la question de la contribution se pose aujourd'hui, Donald Trump estimant que les pays partenaires des États-Unis ne contribuent pas suffisamment, ce qui pourrait à ses yeux remettre en cause l'existence même de l'OTAN.

Il existe aussi des jeux non coopératifs dans lesquels chaque joueur cherche à obtenir une solution qui maximise son gain personnel sans se préoccuper du gain des autres. Ces jeux sont étudiés surtout dans le cas de deux ou trois joueurs. On montre que dans ce cas la stratégie rationnelle suivie par chacun conduit à ce qu'ils soient finalement tous perdants (situation qualifiée de dilemme du prisonnier). On peut ainsi penser que l'alliance qui s'est formée contre l'Iran à propos de l'accord sur le nucléaire est sans doute sous-optimale et probablement instable à terme.

Il existe enfin des alliances intermédiaires qui combinent coopération et non coopération. Ce type d'alliances se rencontre dans des accords entre entreprises et entre entreprises et États. Les entreprises signent par exemple des accords pour mettre en oeuvre des coopérations techniques tout en restant concurrentes sur le plan commercial. Ces rapprochements peuvent être fragiles car liés aux mouvements conjoncturels. Ainsi le rapprochement actuel entre l'OPEP et la Russie est clairement lié à la hausse du prix du pétrole, les deux parties ayant intérêt à cette hausse. Résisterait-elle à un renversement de tendance de ce prix ?

Déclin des grandes alliances multilatérales

La période contemporaine est marquée par ce déclin. Quelques exemples en sont l'illustration.

Les fissures de l'OTAN

Le sommet de Bruxelles du 1^{er} juillet 2018 reprend les critiques habituelles à l'encontre de l'OTAN, à savoir l'inégalité dans le partage du fardeau, les États-Unis contribuant, d'après Trump, à hauteur de 4% de leur PIB, alors que les pays européens consacrent, chacun, moins de 2% du PIB. Le conférencier conteste la position de Trump en se référant à deux arguments. D'une part les dépenses de l'OTAN augmentent constamment et l'Europe contribue à cette hausse. D'autre part sur la période 2010-17 la part du PIB des États-Unis se réduit et est inférieure à 4% aujourd'hui. De plus la baisse de la part du PIB des pays européens existe mais cette réduction est faible et le mouvement est en train de s'inverser. Enfin l'idée que tous les pays doivent nécessairement contribuer à hauteur d'au moins 2% de leur PIB est discutable du fait notamment que tous les pays ne bénéficient pas d'une protection identique, en particulier parce que les installations américaines diffèrent selon les pays.

Le retrait des États-Unis de l'accord sur les missiles de portée intermédiaire

Trump annonce ce retrait le 1^{er} février 2019 et Poutine rétorque immédiatement en annonçant qu'il fait de même. C'est évidemment un coup très dur porté à la protection dont bénéficiaient jusque-là les pays européens, en particulier les pays qui se trouvent à une distance modérée de la Russie. La coopération entre pays de l'Ouest se trouve donc mise à mal au grand bénéfice de la Russie. À la conférence de Munich (15 au 17 février 2019) on a constaté qu'il y avait un véritable affrontement entre le représentant des États-Unis et la chancelière allemande Angela Merkel. Dans cette tension, paradoxalement la Pologne semble se rapprocher de la Russie.

La crise de l'OMC

Créée en 1995, composée aujourd'hui de 164 membres, l'OMC doit organiser des négociations multilatérales commerciales visant à promouvoir plus de libre-échange tout en fixant des règles. Or depuis le Cycle de Doha de 2001 le processus est bloqué. En 2006 le directeur français de l'OMC de l'époque, Pascal Lamy, reconnaît qu'il y a échec du processus de négociation lancé en 2001. Depuis 2006 presque rien n'a été obtenu, ni à la conférence de Nairobi, ni à celle de Buenos-Aires (2017). L'arrivée au pouvoir de Donald Trump n'a évidemment rien arrangé, puisqu'il ne croit aucunement au multilatéralisme, en particulier dans le domaine commercial.

Mais l'OMC pourrait peut-être retrouver un rôle en devenant le lieu où les grands acteurs du commerce la Chine, les États-Unis et la Russie viendraient déposer leurs plaintes et où des sanctions seraient prises à l'encontre de certains. Mais, en même temps, l'OMC est confrontée à un problème nouveau, à savoir un certain ralentissement de la croissance du commerce mondial, à partir de 2008-2010. Ce ralentissement contribue encore un peu plus à l'abaissement de son image aux yeux de beaucoup de gouvernements.

Multiplication des alliances entre un nombre limité d'acteurs

Ce phénomène est dû aux conflits du Moyen-Orient, en particulier en Irak et en Syrie et au rejet de l'accord avec l'Iran de la part des États-Unis.

La guerre de Syrie et d'Irak a engendré des alliances parfois étonnantes, en réalité opportunistes. En 2013 s'est ainsi formée une grande coalition rassemblant les États-Unis, l'Europe et l'Arabie saoudite. À partir de 2013 la Russie devient de plus en plus active. En se rapprochant de l'Iran, la Russie provoque une réactivation de l'alliance entre les États-Unis et l'Arabie saoudite.

En sortant de l'accord sur le nucléaire conclu précédemment avec l'Iran, les États-Unis font un acte diplomatique provocateur. La guerre et cet acte créent une communauté d'intérêts spécifiques contre l'Iran qui prend la forme d'alliances bi ou multilatérales qui paraissent souvent étranges, contre nature.

Un premier groupe de pays se forme sans la protection des États-Unis, de façon opportuniste : il s'agit de l'entente *a priori* inattendue entre Israël et l'Arabie saoudite. Mais il est vrai qu'ils sont tous les deux proches des États-Unis. Ce rapprochement se matérialise par un prêt de 16 milliards de dollars de l'Arabie saoudite à Israël, et en retour, par la vente de technologies de sécurité par Israël à l'Arabie saoudite. Autre rapprochement inattendu : celui entre l'Égypte et l'Arabie saoudite pour s'opposer à l'Iran. Le Qatar jusque-là proche de l'Arabie et des Émirats change de position et se tourne vers l'Iran, sans doute pour acquérir une place plus importante dans le futur.

Conclusion : quelles sont les causes et les conséquences de cette nouvelle géopolitique ?

Parmi les causes politiques, il faut relever la multiplication et le renforcement des régimes autoritaires, à pouvoir personnel : les cas de la Chine, de la Russie, de l'Arabie saoudite, de la Turquie et de l'Égypte sont les grandes illustrations de cette tendance. Ces pays rejettent le multilatéralisme et préfèrent des ententes à deux ou à petit nombre.

La croissance des disparités entre pays indiqué notamment par le rapport *World Inequality* contribue aussi à ce mouvement de méfiance à l'égard du multilatéralisme instauré par les puissances dominantes. D'autres causes économiques doivent être invoquées : les délocalisations, les réseaux et, plus généralement, le processus d'internationalisation de la production. Cette ouverture pousse les entreprises à nouer des alliances non coopératives (alliances sur certains domaines et concurrence sur d'autres, dans l'énergie, l'informatique, l'aéronautique).

Il existe en fait une interaction entre réseaux économiques et réseaux politiques et ces interactions peuvent déboucher sur des alliances ou sur des conflits, comme on vient de le constater avec le rachat par l'État néerlandais d'une partie du capital d'Air France-KLM sans en informer la France qui a considéré que ce comportement est pour le moins indélicat. Les analyses de Pierre Dussauge, professeur à HEC ont bien montré combien les alliances internationales entre entreprises sont multiples et complexes.

Deux conséquences découlent de ce nouveau paysage géostratégique. En premier lieu on constate une plus forte réactivité aux évènements, comme le montre, par exemple, le rapprochement actuel entre Israël et l'Arabie saoudite. Mais ce type de rapprochement se maintiendra-t-il dans le futur ? En second lieu on observe que de tels rapprochements révèlent l'existence d'une préférence pour le court-terme/moyen-terme, sans référence au long terme. Ce biais se voit notamment à travers les difficultés à faire respecter l'accord sur le climat.